



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PENA METAUX SAS**

26, Chemin de la Poudrière  
33700 Mérignac

Références : 25-438

Code AIOT : 0005201004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement PENA METAUX SAS implanté 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PENA METAUX SAS
- 26, Chemin de la Poudrière 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005201004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PENA Métaux est autorisée à exploiter une installation de tri, transit, regroupement et de traitement de déchets non dangereux par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux du 17 août 2020 et du 23 janvier 2023.

Le site PENA Métaux est organisé autour des activités suivantes :

- Déchetterie professionnelle,
- Récupération, transit, tri et regroupement de déchets de métaux et alliages, et traitement des métaux et alliages,
- Activités Déchets Non Dangereux (DND) / Combustible Solide de Récupération Issu du Recyclage (CORIS) :
  - Tri, transit et regroupement de DND, pré-triés ou en mélange,
  - Préparation et conditionnement de Combustible Solide de Récupération (CSR), pour valorisation énergétique - "CORIS",
- Tri, transit, regroupement et traitement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE),
- Tri et traitement de matières plastiques - "SPIREA",
- Dépollution et démantèlement des bateaux de plaisance hors d'usage (BPHU),
- Collecte, transit, tri, regroupement et traitement (désassemblage) des panneaux photovoltaïques et écrans,
- Collecte et démontage de transformateurs,
- Transit, tri, regroupement et vidange de radiateurs et condensateurs,
- Transit, tri et regroupement de déchets dangereux.

Une zone logistique de transit de camions, en attente de passage au pont bascule de l'établissement PENA METAUX, est exploitée par une entité juridique tierce (PENA LOGISTIC) et non compris dans le périmètre ICPE du site PENA METAUX.

Le site est localisé en limite d'une zone d'activité (en grande partie industrielle) s'étendant vers les directions Nord / Nord-Ouest et au sein d'une zone comportant des habitations en limites Ouest et Nord-Ouest.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Limites d'émergence en ZER	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite avait pour but de constater l'arrêt de l'installation à l'occasion d'un blanc de mesure des émissions sonores au droit du site PENA METAUX.

La société PENA a également stoppé ses activités durant 24 heures, afin de réaliser une mesures des émissions sonores résiduelles et de comparer ces dernières avec les mesures de bruit ambiant

effectuées lors du fonctionnement de l'installation en novembre 2024. A titre de rappel cette première mesure faisait suite à une plainte pour nuisance sonore d'un riverain.

Certains résultats ont été jugés incohérents, en particulier au droit du point ZER 3 où l'inspection a pu observer des opérations de terrassement en simultané à la période de mesurage diurne. Malgré le retrait de ce biais tel que présenté dans le rapport d'analyse daté du 24/03/2025, le bruit résiduel reste notablement supérieur aux valeurs mesurées sur les autres points de mesures sans que cela ne soit justifié. Il est proposé de ne pas prendre en considération les conclusions du rapport sur cette zone et l'exploitant reste redevable d'un plan d'action afin de revenir à la conformité sur cette zone.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limites d'émergence en ZER

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : (...)</p> <p><i>Mémo : émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).</i></p>
<p>Constats :</p> <p>A titre de rappel, l'autosurveillance réalisée en novembre 2024 avait montré des non-conformités en particulier au niveau de la zone à émergence réglementée n°3 (ZER3). Ainsi, il avait été demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 1 mois (cf. rapport de l'inspection daté du 13/01/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une analyse critique des nuisances observées dans le rapport de rapport de mesurages de bruit environnemental du 19/11/2024, afin de déterminer l'origine des nuisances et extraire celles qui sont propres à son activité ;</li><li>• un plan d'actions avec échéancier de mise en œuvre, détaillant les actions à mener pour permettre le retour à une situation d'émergence sonore conforme. Cette situation sera à justifier par de nouvelles mesures de bruit.</li></ul> <p>Afin de répondre à cette demande, l'exploitant a transmis le 25/03/2025 un nouveau rapport de mesure des émissions de bruit avec les installations mises à l'<b>arrêt complet</b> durant une période de 24 heures.</p> <p>L'objectif était de comparer les valeurs de bruit et d'émergence mesurées lors de la campagne de</p>

novembre 2024 (site en fonctionnement) avec les valeurs de bruit ambiant résiduel de la zone industrielle pour quantifier les nuisances imputables à l'établissement PENA METAUX.

Lors de cette nouvelle campagne 2025, les mesures ont été effectuées sur l'ensemble des 4 points en limite de propriétés (LDP) et des 5 zones à émergence réglementées (ZER) durant une période de 24 heures :

- **en période nocturne** : du 29/01/25 à 22h00 au 30/01/25 à 07h00 ;
- **en période diurne** : du 30/01/25 à 07h00 au 30/01/25 à 22h00.

L'inspection des installations classées s'est déplacée sur site afin de constater, d'une part la mise en place effective des sonomètres aux points prévus dans l'arrêté préfectoral de 2020, et d'autre part les conditions dans lesquels les mesures ont été réalisées.

L'implantation des sonomètres n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection qui a constaté qu'ils enregistraient bien et étaient positionnés conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation et incluant une habitation ayant porté plainte pour nuisances sonores (ZER5).

Ainsi, la synthèse des résultats du rapport d'analyse en date du 24/03/2025 présente les valeurs de bruit ambiant mesurés en novembre 2024 corrigés du bruit résiduel mesuré en janvier 2025 lorsque les installations de PENA METAUX étaient à l'arrêt.

Cette synthèse fait état de **non-conformités aux points ZER 1 et 2** en période diurne ; émergence respectivement de 12 et 7,5 à comparer à une valeur réglementaires de 5 dB. Néanmoins, et pour rappel, ces ZER étant respectivement placées au droit d'une habitation actuellement vide et d'une habitation appartenant en réalité à la société. **Ces points restent non-conformes, mais en l'état actuel, il peut être considéré que cela ne génère pas de nuisance sur ce voisinage et aucune suite n'est proposée à ce stade. Il appartient à l'exploitant de prévoir des actions dans le cas d'une évolution du voisinage.**

Les résultats sur les autres ZER sont indiqués conformes. Néanmoins, les valeurs de bruit résiduels (c'est-à-dire les valeurs de bruit mesurées au droit des points ZER 1 à 5 lorsque le site PENA METAUX était à l'arrêt) présentés dans la synthèse des résultats du rapport montrent en ZER 3 des valeurs en décibels nettement supérieures aux autres point en ZER. La valeur du niveau de pression acoustique en période diurne pour ce point est en effet égale à 60,5 dB contre des mesures environ égales à 49 dB au droit des autres ZER.

Le rapport indique que : « Pour le point ZER 3, une phase de travaux sur le parking a eu lieu de 08h00 à 11h00. Cette plage horaire a été retirée du calcul. (cf. page 27). Le bruit résiduel mesuré de 07h00 à 13h30 en enlevant la période des travaux est de 60,5 dB. Le bruit résiduel mesuré de 07h00 à 13h30 en gardant dans le calcul la période de travaux est de 72,5 dB. »

Il n'apparaît pas justifié qu'en étant à l'arrêt et en retirant l'impact des opérations de

terrassment les valeurs de bruit résiduel en ZER 3 soient aussi élevées. L'exploitant n'a pas apporté d'autre explication à cette valeur significativement plus élevée que les autres points de même configuration.

En outre, même en prenant en considération la valeur de bruit résiduel la plus élevée d'une autre ZER (51,5 dB), le niveau d'émergence n'est toujours pas respecté. **La non conformité au droit de ZER 3 demeure donc.**

**L'inspection propose de ce fait de ne pas prendre en considération la valeur 2025 de ZER 3 pour lever la non-conformité déjà relevée en 2024.**

Toujours concernant la ZER 3, l'exploitant avait indiqué à l'oral à l'inspection des installations classées que cette zone, en plus d'être affectée en tant qu'aire de transit des véhicules entrant sur le site PENA METAUX, accueillait des activités de manutention (exemple : déchargement de bennes) pouvant s'avérer bruyantes. L'exploitant s'était alors engagé à interdire toute opération bruyante à cet emplacement afin d'en faire un espace de stockage du matériel et une aire de stationnement. Ce point n'a pas été vérifié compte tenu de l'arrêt des activités et sa mise en place reste à justifier par l'exploitant.

Enfin, en ce qui concerne la mesure au point ZER 5 (au droit du domicile de la riveraine de PENA METAUX se plaignant de nuisances sonores émanant du site) les valeurs de bruit résiduel sont cohérentes avec celles mesurées sur les ZER 1, 2 et 4. **Au droit de ce point (ZER 5), les valeurs d'émergence corrigées du bruit résiduel mesuré lors de la dernière campagne 2025 sont conformes.**

Au vu des actions déjà mises en œuvre par l'exploitant, il n'est pas prévu à ce stade de mettre en demeure ce dernier sur ce point (rappel des actions mises en œuvre : une communication externe a été diffusée à l'ensemble des sous-traitants et entreprises de transport extérieurs, rappelant l'interdiction de klaxonner ainsi que celle de circuler par le Chemin de la Poudrière en direction ou en provenance de Pessac ; une communication interne a également été effectuée auprès de l'ensemble de la flotte de véhicules pour reprendre les consignes mentionnées ci-dessus ; des panneaux d'interdiction de klaxonner ont été installés sur les trois entrées du site situées sur le Chemin de la Poudrière.).

**Comme évoqué ci-dessus, les valeurs d'émergence reste non-conformes et les demandes faites lors de la précédente inspection restent valables. Il est attendu une réponse officielle dans un délais de 2 mois et un contrôle inopiné sur les mesures de bruit pourra être diligenté courant 2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant apporte par courrier officiel, dans un délais de deux mois, les réponses demandées**

par l'inspection des installations classées dans le rapport du 13/01/2025, en particulier concernant la zone ZER 3.

L'exploitant est toujours redevable d'un plan d'action avec échéancier de mise en œuvre justifié, détaillant les actions à mener pour permettre le retour à une situation d'urgence sonore conforme sur cette partie de l'installation.

Ce point pourra à terme faire l'objet d'une mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois